

C'est en sachant lire sa langue qu'on apprend comment on devient goûtreux

(Sagesse toura)

## ***Langues locales et protection contre la menace d'Ebola*** **Atelier de réflexion, de formation et de partage d'expériences**

Lieu et date : Man, Chez Paye (vis-à-vis Collège Moderne), 6-8 octobre 2014

### **Contexte marqué par la menace d'Ebola**

L'atelier que nous proposons d'organiser du 6 au 8 octobre à Man sur la médiation linguistique des savoirs et technologies dans le monde rural s'inscrit dans la prolongation du programme de renforcement de la coopération ivoiro-suisse financé par le CSRS-PNUD en 2012-2013<sup>1</sup>. Il s'insère notamment dans le cadre de la relance du projet agricole dont la soumission est prévue en réponse à l'appel d'offres du Fonds National Suisse (FNS) annoncé pour octobre 2014.

Il est concevable que les bailleurs de fonds émettent des réserves à cause de l'épidémie qui sévit actuellement en Afrique de l'Ouest. La meilleure réponse à cette éventualité est de saisir le taureau par les cornes en contribuant, au travers de notre spécialisation dans les domaines appliqués des sciences du langage, à la neutralisation<sup>2</sup> du pouvoir de contagion, en contribuant à promouvoir en langue locale les consignes gouvernementales, estimées remarquablement efficaces par des observateurs externes (voir le journal français *Libération* du 8 septembre).

### **Rétrospective et objectif général**

Qu'il me soit permis de rappeler que les choses se sont déjà passées ainsi lors du lancement du projet LAGSUS, dont le début et la fin coïncidaient avec celles du conflit armé (2002-2007). Malgré les bouleversements qu'il entraîna dans la zone concernée par la recherche, bouleversements qui modifiaient profondément le cadre dans lequel le projet avait originalement été conçu, les bailleurs de fonds étaient prêts à assumer le risque que cela impliquait lorsqu'ils ont pu se convaincre de notre volonté et de notre capacité d'adapter les buts de la recherche à une nouvelle situation sans « perdre le nord » – sans perdre de vue l'objectif original.<sup>3</sup> Il convient de rappeler aussi que l'IITBLD (Institut Langue et Développement) à Man, autorisé le 27 mars 2010 par décret 659 du Ministère de l'Intérieur, initiative locale issue du projet LAGSUS, a pour vocation statutaire de renforcer l'interface communicationnelle entre les langues dans tous les secteurs, bien entendu sans exclure celui de la santé.

Secteur qui fut d'ailleurs abordé une première fois sous l'angle de l'incidence du rôle des langues africaines au travers de l'atelier de Lausanne financé par le FNS, organisé en novembre 2010 à l'université de Lausanne (R. Jolivet, P. Singy), avec la participation du CHU de Lausanne, du CSRS (Centre Suisse de Recherche Scientifique), d'une forte délégation ivoirienne et du Swiss TPH de Bâle (G. Cissé). Les résultats de cet atelier, accessibles en ligne, concernent, certes, le cas

---

<sup>1</sup> *csrs-pnud2-11* <<http://www.toura.ch/documents/Projet%20CSRS-PNUD2-no%2011.pdf>>;  
*csrs-pnud2-13*: <<http://www.toura.ch/documents/Rapport%20CSRS-PNUD2-13.pdf>>).

<sup>2</sup> Terme ambitieux préféré à « mitigation » ou « atténuation » qui laisseraient une petite porte ouverte.

<sup>3</sup> Voir [www.lagsus.de](http://www.lagsus.de). Comme l'attestent largement les chapitres 3 et 6 de la publication suivante en voie de parution chez LIT (Munster) : Bearth T., R.M. Beck & R. Doebel, *Communicative sustainability. Negotiating the future from the periphery*. Déjà disponible comme e-book sur <http://www.litwebshop.de/>.

particulier du SIDA.<sup>4</sup> Mais si les défis communicationnels à relever varient en fonction de la nature des maux à prévenir, des menaces à conjurer et des messages à contextualiser, ils restent les mêmes dans le fond. Qu'il s'agisse par ailleurs du domaine de la santé, de celui de l'agriculture ou d'un autre champ d'activité, la gestion de l'interface communication/langues exige la mise en œuvre du même type d'outils (lexique, analyse du discours, pragmatique, transcription etc.).

Après consultation de plusieurs personnes au hasard des rencontres (linguistes, artiste, éditorialiste, alphabétiseurs), nous avons eu connaissance de quelques initiatives en cours qui s'adressent à la protection contre Ebola en langue locale, dont deux dans l'ouest du pays.<sup>5</sup> En prenant l'initiative de franchir les limites de notre discipline pour mettre les acquis de cette dernière à la disposition de la même cause, notre intention n'est pas de nous substituer à ce qui a été fait ou est en train de se faire<sup>6</sup>, mais plutôt de faciliter une réflexion commune sur les enjeux de ces initiatives et les approches à favoriser, de renforcer les capacités de prévention dans les régions les plus menacées, et d'en valoriser les acquis pour le bien commun à long terme.

**L'atelier contribuera à enrichir le lexique et, au travers des nouveaux savoirs à acquérir, à créer à long terme une culture de la prévention chez les gens.**

(J. Baya, Institut Langue et Développement, 11 sept. 2014)

À en juger par les prévisions de l'OMS<sup>7</sup> et sur la foi d'une étude statistique menée à l'Université de Berne<sup>8</sup>, l'épidémie n'aurait pas encore atteint son zénith. Une communication inclusive, qui présuppose la prise en compte des diverses langues utilisées à cette fin, ne saura donc se limiter à une intervention isolée, éphémère. Alors même que, par le biais d'un aspect spécifique de la communication autrement négligé (les langues), elle cherche à répondre à une urgence du moment, elle pose aussi un défi à long terme ; les deux se greffent sur celui posé par Ebola sur le plan médico-social, et se conjuguent avec les efforts pour lever ce dernier.

### **Rôle des langues dans la gestion de la communication sur la maladie**

**La langue – le fer qui aiguise tous les autres fers**

(Colloque Humboldt sur la prosodie, ILA, Université FHB, Abidjan, 5-7 mai 2014, allocution du représentant du Ministre de la Culture et de la Francophonie)

L'atelier part du principe que le langage humain dans sa diversité est au cœur du fonctionnement de la société, et de l'individu dans la société, cette dernière étant envisagée sous l'angle de ses facettes les plus variées et ses besoins multiples. La communication humaine, bien que nullement limitée à la parole, ne peut cependant pas en faire l'économie : l'image appelle la légende, alors que l'inverse n'est pas nécessairement le cas. La parole dite et/ou écrite est primordiale et reste l'arbitre en cas de doute à propos du sens à attribuer à l'image, à un geste, à une scène filmée etc. La chanson en tant que genre réunit les avantages du message explicite et de l'aménité artistique.

<sup>4</sup>Voir [www.csr.ch/atelierlausanne](http://www.csr.ch/atelierlausanne) et <http://www.unil.ch/clsl>. Consulter en particulier le rapport-synthèse [http://www.csr.ch/atelierlausanne/Rapport\\_synthese.pdf](http://www.csr.ch/atelierlausanne/Rapport_synthese.pdf). Pour une étude de cas provenant de l'ouest ivoirien, voir les communications 910a-b.

<sup>5</sup>CDROM *Stop Ebola* par Etokagui Matoïka & Séa Chérif (pseudonymes, Biankouma : FAB) et le no 40 de *Pamebame*, mensuel en langue dan. Au plan régional : sensibilisation dans les langues nationales du Bénin (Enoch Aboh, p.c.).

<sup>6</sup> Nous sommes également en contact avec EDILIS, maison spécialisée dans l'édition en langues ivoiriennes, distinguée pour son engagement dans le même sens par le Prix UNESCO 2013.

<sup>7</sup> Organisation Mondiale de la Santé.

<sup>8</sup> Voir <http://www.ispm.ch/>.

Par rapport à l’épidémie Ebola, on sait que les savoirs pertinents, sur les plans de l’étiologie (causes et conditions de l’apparition de la maladie), du diagnostic (détection de la maladie au travers des symptômes et examens) autant que des thérapies émergentes, sont en évolution constante.<sup>9</sup> Cela exige un dispositif communicationnel permettant des ajustements des contenus à transmettre, des recommandations concernant le comportement à observer et des actions à mener. L’atelier se proposera donc de cerner la place des langues dans un cadre dynamique répondant aux critères d’une meilleure accessibilité des informations sur l’Ebola et la santé en général en attendant qu’on ait des ressources en ligne comme dans les langues européennes.

La communication humaine étant par définition interactive et réflexive, ce dispositif doit en outre anticiper les besoins variables des résidents locaux et des dirigeants, chefs, notables, sages et anciens, dans le respect de l’ordre social reconnu au sein des communautés. Sans oublier les collectifs des femmes (associations, groupes etc.), surtout dans les régions distantes : souvent privées d’accès aux sources de l’information dont *elles seraient les premières à devoir bénéficier, elles tendent à être les dernières à y accéder*. Or la nature même de la menace et des mesures imposées pour y faire face font d’elles, pourvoyeuses d’alimentation et d’hygiène, des actrices placées en première ligne du combat à mener.<sup>10</sup>

Pour ce qui est du profil global des destinataires primaires de la communication sur l’Ebola en milieu rural, en extrapolant d’une publication récente du secteur agricole, on peut estimer – pour la région intéressée – à 80% ceux d’entre eux qui ne savent ni lire ni écrire (concedant une marge supplémentaire non recensée pour le français oral).<sup>11</sup> La communication en langues locales est, à plus forte raison, une des clés d’une transmission efficace, inclusive et aux effets durables.

Les langues dans leur diversité, parlées et (chose qu’on ignore parfois) aussi écrites, peuvent être soit un obstacle à la communication efficace – c’est le cas tant qu’on les ignore. Soit elles en deviennent le relais le plus efficace – c’est le cas lorsqu’on en reconnaît le rôle incontournable et y investit pour en valoriser le potentiel.

La langue, le « fer à aiguiser tous les fers », est aussi, pour faire varier l’image, la « caisse sonore » qui fait résonner le message pour l’entendement et le décodage spontanés par la communauté qui la parle, sans effort coûteux de déchiffrement à fournir de leur part – à condition de savoir éviter les transferts trop littéraux et trop directs (au risque d’interférer inopinément avec des tabous langagiers), les équivalences fallacieuses de termes et la transposition simpliste de textes mal adaptés à la culture et à la vision locale des choses. Si le coût d’une communication efficace est modeste, puisque la langue maternelle est un acquis disponible hors prix, la prise en charge à assurer consiste en un effort substantiel consenti à la transformation du message afin de le rendre lisible et reproductible<sup>12</sup> au sein des communautés, tout en gardant son sens intact et vérifiable (i) par sa compréhension (en langue-cible bien entendu, qui devient ainsi langue d’enquête) et (ii) par

---

<sup>9</sup> Voir NZZ du 17 sept. 2014 pour un survol accessible au grand public (en allemand).

<sup>10</sup> Au pays toura, c’est du « déjà vu ». De l’aveu des hommes, les femmes ont mené le combat pour la survie lors de la crise qui a touché l’économie locale depuis les événements de novembre 2002. Voir *Dynamiques du genre. Stratégies de survie en temps de crise* (ed. T. Bearth, 2007. Abidjan : EDILIS).

<sup>11</sup> Interview Kadja Lambert, PCA Agritec, *Agriculteur* no 3 (2014), p. 3. Les chiffres cités dans le rapport Tera (Tera, Kalilou 2011, *Etude Diagnostique de l’Alphabétisation en Côte d’Ivoire* UNICEF, février 2011), mandaté par le gouvernement ivoirien, ne sont guère plus optimistes : dans le segment professionnellement le plus actif de la population, 63.7% sont illettrés. Si pour les hommes, comme l’indique le rapport, ce chiffre est plus bas avec 58,8 %, on en déduira, en accord avec l’observation sur le terrain, que pour les femmes de cette tranche d’âge la proportion des analphabètes est de 70%, estimation avancée par Ahouzi (2014).

<sup>12</sup> Le DÉPLACEMENT DES SOURCES de savoirs essentiels vers les communautés-cible et leur prise en charge au sein de ces dernières en fait une ressource disponible, réduisant la dépendance de sources externes (Bearth 2000).

son impact. On retiendra parmi les objectifs pratiques de l'atelier : (i) cerner les ressources disponibles au travers des langues pour la communication elle-même et pour son évaluation collaborative ; (ii) en identifier les domaines d'application; (iii) calculer le coût des interventions au travers des langues-cibles.

## ENJEUX DE L'ATELIER

### Premier enjeu : situation géographique du défi

Comment donc mettre les langues dans leur diversité au service de la protection contre la menace d'Ebola ? L'urgence de ce défi n'est plus à démontrer. Il serait irresponsable d'ignorer la présence de l'épidémie dans les pays limitrophes et notamment d'ignorer la menace, actuellement en constante augmentation, dans deux de ces pays, avec lesquels la Côte d'Ivoire partage sa frontière ouest sur une longueur de plusieurs centaines de kilomètres, et où les mêmes langues sont parlées de part et d'autre de cette frontière.<sup>13</sup>

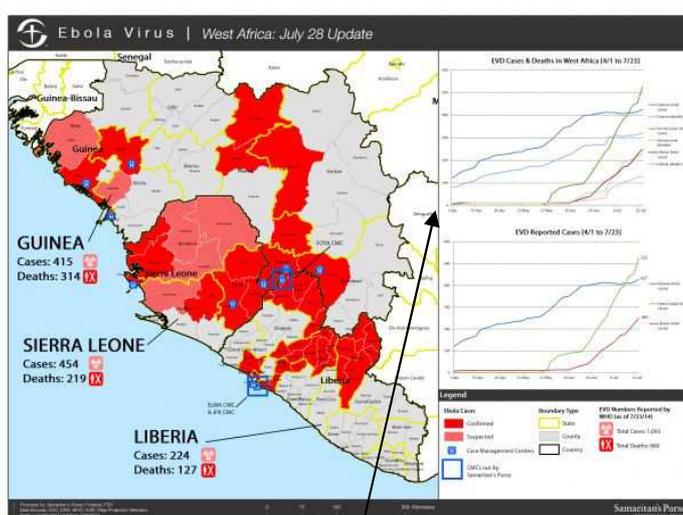


Fig. 1. Région Tonkpi voisine des zones affectées (pointage : axe Danané-Man-Biankouma)<sup>14</sup>

**Mon pays est membre de l'Organisation du Fleuve Mano (Mono River). Il partage des frontières avec deux pays frères gravement touchés par l'épidémie d'Ebola, le Liberia et la Guinée. Il est donc, de part cette position, un pays à fort risque. Alassane Ouattara, Président de Côte d'Ivoire, devant l'ONU, 25 sept. 2014. Cit. *Fraternité Matin* no 14944 (26/09/2014, page 4).**

L'enjeu qui motive la tenue de l'atelier à l'endroit proposé, à Man, capitale de l'Ouest, est donc la proximité immédiate de la menace, dont la présence plus fortement ressentie, renforcée par la porosité des frontières, constitue un risque persistant malgré la vigilance des services chargés de leur surveillance. À ne pas oublier l'homogénéité ethnique, linguistique et culturelle des populations de part et d'autre de ces mêmes frontières – facteur qui pourra cependant jouer à la faveur de la diversion de la menace si le potentiel des langues transfrontalières est pleinement mobilisé pour la diffusion inclusive de l'information pertinente (inclusive dans les deux sens du terme, voir -> enjeu 2 ci-après).

<sup>13</sup> Voir par exemple *L'Arc-en-ciel* nos 167-170, septembre 2014.

<sup>14</sup> Distance routière de la frontières guinéo-libérienne: Biankouma-Sipilou = 63 km/Danané = 27 km.

Si l'espace partagé, la cohabitation au quotidien avec la menace, rend celle-ci plus immédiate cet aspect relève avant tout du ressort des pouvoirs publics. En revanche, trois enjeux majeurs figurent en priorité sur l'agenda de l'atelier: (i) stratégies d'inclusion pour parer à l'handicap de la distribution inégale de l'accès aux savoirs-clé ; (ii) prise en charge locale des stratégies de protection et de prévention, tenant compte de la diversité linguistique et culturelle ; (iii) la nature délicate et complexe des savoirs à transmettre, malgré la simplicité des instructions qui, semble-t-il, sont largement suivies dans la région, à en juger d'après les rapports de quelques personnes-ressources que j'ai pu contacter depuis mon arrivée à Man, alors que la compréhension du sens des mesures reste souvent peu précise.

### **Deuxième enjeu: l'inclusion linguistique et sociale**

**...transmettre les informations pertinentes en matière de santé publique aux secteurs intéressés autres que le secteur de la santé (OMS, Objectif 3)**

L'inclusion se définit d'abord par un regard neuf sur l'espace partagé par plusieurs communautés linguistiques et les langues qu'elles utilisent, langues dont le statut n'est pas toujours égal. Il est dès lors clair qu'il ne suffit pas que les mesures de protection soient comprises et adoptées par les populations vivant dans les centres urbains et administratifs ou dans les localités situées à proximité des grands axes. La sensibilisation inclusive ne peut être obtenue ni par fiat ni par une diffusion présumée automatique.<sup>15</sup> Des cas bien documentés de l'épidémie actuelle le confirment : la maladie se propage avec plus de facilité que les savoirs destinés à s'en protéger. Et les obstacles à l'accessibilité de toute information utile ne se limitent pas aux difficultés de conceptualisation du message liées à la nature virale du fléau (dont la conception du virus elle-même), mais concernent en bonne partie les conditions de son acceptation.

**...favoriser la coordination et l'utilisation efficace des ressources en communication entre les partenaires de santé publique aux niveaux local, national et international (OMS, Objectif 2)<sup>16</sup>**

L'Ebola, tout comme le SIDA, ne tient aucunement compte de la langue que parlent ses victimes. L'affirmer revient à un truisme, mais qui porte à conséquence. L'inverse est aussi vrai : la langue est primordiale pour savoir s'en protéger efficacement. La négligence de la langue locale en tant que ressource d'information et de mise à niveau, bref de péréquation des savoirs, non seulement expose ceux qui en dépendent à un risque élevé d'être contaminés eux-mêmes par manque de connaissances avérées sur la façon de se protéger efficacement, mais leur fait en même temps courir le risque de devenir eux-mêmes un facteur de contagion à plus haut risque. La non-prise en compte des langues (autant que leur prise en compte dilettante) et la distribution inégale de l'information et l'accès limité aux savoirs-clé et aux arguments qui en dérivent sont autant de risques d'accumulation de foyers à vulnérabilité élevée qui peuvent mettre en danger le succès de programmes de prévention, par un effet de ricochet non limité au plan local.

<sup>15</sup> Les ravages du diffusionisme sont dénoncés dans Melkote & Steeves. 2001. *Communication for Development in the Third World. Theory and Practice for Empowerment*. 2nd edition. Thousand Oaks/London: Sage.

<sup>16</sup> *Guide de l'OMS sur la planification de la communication lors des flambées de maladies*. Genève: OMS (éd. 2008). Pour l'expérience ougandaise, particulièrement éloquent à ce sujet, voir la version anglaise : *Outbreak communication. Best practices for communicating with the public during an outbreak*, OMS (2005),

**...veiller à ce que les populations à risque reçoivent toute l'information nécessaire pour prendre des décisions éclairées et des mesures appropriées afin de protéger leur santé et leur sécurité (OMS, Objectif 1)**

Dans un premier temps, propédeutique mais essentiel pour maintenir le cap sur les objectifs de l'atelier, il s'agira, avec l'Ebola comme cas de figure, de dépister les failles communicationnelles qui guettent le parcours transmission/traduction/écrit et de montrer, sur des échantillons concrets et représentatifs, les approches susceptibles d'éviter les pseudo-équivalences et les écueils interprétatifs, en privilégiant pour y arriver une approche collaborative, orale et plurilingue, visant la « reconstruction des savoirs » en mode oral *en amont* de toute fixation écrite, en contournant les failles inhérentes à l'interprétariat pratiqué sur le tas comme aussi l'artificialité de la reproduction de textes officiels à la table verte.<sup>17</sup> Nous passons ainsi de l'inclusion à la participation, la première assurant l'accès à l'information, préalable incontournable à la seconde qui, elle, crée le cadre favorable à la reproduction des savoirs en un langage idoine, censé être reconnu par les locuteurs comme étant le leur.

Dans un deuxième temps, l'accent sera mis sur l'étude, pour chacune des quatre langues représentées, des termes pertinents pour le domaine afin de vérifier, pour chaque langue individuellement, la maîtrise du vocabulaire. C'est en s'étant assuré de l'homologation de chaque terme à l'intérieur du groupe, qu'on procédera à la description puis désignation des signes pathologiques liés à l'Ebola et de processus auxquels ils sont attribués ainsi qu'à une reformulation des caractéristiques et des modes de transmission en langue locale.

La troisième étape de cette conscientisation se situe au niveau de la comparaison entre les langues représentées. Le but en est l'intercommunicabilité des terminologies, but ambitieux mais qu'il s'agit d'explorer avec le but d'une plus-value du plurilinguisme dans d'autres domaines de savoirs en perspective (Houméga 2014)<sup>18</sup>.

### **Troisième enjeu : l'empathie culturelle et thématique**

**Il s'agit de « mesures simples qui, culturellement, sont difficiles à admettre, mais devant des épidémies aussi mortelles, on doit faire fi des considérations socioculturelles pour ne voir que l'intérêt de la santé publique. »** Dr Thérèse Aya N'dri-Yoman, Conseiller spécial auprès de la Présidence de la République, chargée de la Santé. *L'Arc en ciel* du 11 au 14 septembre 2014.

Pour le troisième enjeu majeur, nous le rapprochons de l'incidence qu'est dit avoir la « culture » d'une collectivité sur sa perception des maladies et de la santé, autrement dit ses « présupposés nosologiques ». « *On a toujours mangé l'agouti et on n'est jamais tombé malade.* »<sup>19</sup> Rappelant l'interview citée dans *L'Agriculteur* (p. 3, voir ci-dessus), un tel énoncé illustre le raisonnement-type du « paysan qui ne croit que ce que ses yeux voient ». Avec la nuance cependant que le cas-type dont il émane est celui d'un citadin ayant acheté de la « biche » pour sa famille qui, lorsque sa femme lui rappelle l'interdiction de consommer cette viande, dans un premier temps refuse de céder, mais finit par se plier à l'édit gouvernemental. La pointe de l'histoire, c'est que l'ami dont il finit par suivre le conseil, est aussi en mesure de lui fournir une explication cohérente, susceptible de

<sup>17</sup> Pour les impasses de la communication par un discours intermédiaire et leur perception par les bénéficiaires, voir entre autres Bearth & Fan 2002 et Baya 2008.

<sup>18</sup> Houméga, Munseu Alida, 2014. Transfert et appropriation de savoirs agronomiques dans la population plurilingue de l'ouest montagnéux ivoirien. *Revue de Littérature et d'Esthétiques Négro-Africaines*- Abidjan : Editions Universitaires de Côte d'Ivoire. Pp. 194-205

<sup>19</sup> L'exemple et le cas cités sont dus à Tera Kalilou, chercheur-enseignant à l'ILA (Institut de Linguistique Appliquée).

justifier à ses yeux un sacrifice financièrement coûteux et moralement douloureux et assurant ainsi la durabilité de ce dernier et du savoir qui l'a inspiré. L'incident, dans sa banalité, rappelle que l'alignement sur les modes de comportement incisés imposés, s'il trouve l'adhésion au nom d'une urgence objective, ne rend pas superflu mais, bien au contraire, exige la prise en compte du besoin communicationnel d'une explication ultérieure satisfaisante du point de vue des concernés. Nous touchons ici au principe, documenté dans une étude sur les attitudes des populations face au Parc National du Mont Sangbé (Bearth & Baya 2010) de la double inclusion : celle vis-à-vis des acteurs, destinée à assurer la cohésion sociale, et celle des contenus, dite thématique. Alors que l'inclusion des locuteurs passe par la reconnaissance de l'égalité de leurs répertoires linguistiques respectifs, celle des thèmes (ou topiques) oblige à reconnaître la légitimité de la diversité thématique et culturelle comme préalable.

Si l'inclusion thématique peut être rapprochée, par ses effets escomptés de saturation des besoins d'information, de la « transparence » sur laquelle insiste dans son point 3 le guide pour la communication élaboré par l'OMS (voir note 16), elle ne se confond toutefois pas avec cette dernière. En thématissant par exemple des sujets frappés d'interdit langagier, l'adoption de stratégies de l'indirection prime sur l'exigence de la transparence et de la désambiguïsation chères au discours rationnel occidental. Dans la mesure où elle ignore les règles de conformité culturelle du discours, l'acceptabilité du message diminue, et la communication risque de se solder par un échec en dépit ou plutôt à cause de sa transparence.

Nonobstant la mondialisation, nous vivons dans un monde imprégné de diversité culturelle. Celle-ci trouve son équivalent dans les langues et les pratiques discursives, mais aussi dans les modes cognitifs d'appréhender le monde, dans les ontologies et dans la perception des mécanismes de cause à effet. Les mêmes effets sont attribués spontanément à des causes différentes, et ce de façon implicite sans que soit éprouvé le besoin d'y attirer l'attention des interlocuteurs. Pour ceux qui sont chargés de communiquer un point de vue scientifique, il est crucial de reconnaître, au niveau de la communication, la légitimité de cette diversité. Même le « bon sens » n'est pas la cour d'appel finale en toute chose – ce qu'on appelle ainsi varie d'une culture à l'autre.

**L'objectif de la communication en matière de santé doit être «l'appropriation du message par l'ensemble de la population dans sa diversité culturelle».**

N'guessan /Cissé 2011, [www.csr.ch/atelierlausanne](http://www.csr.ch/atelierlausanne), Communication no 908.

Dans le domaine de la santé, les présupposés nosologiques portant sur les vecteurs d'une maladie, la reconnaissance de ses symptômes et les comportements à adopter face à ces derniers, sont eux-mêmes des symptômes d'une diversité qui s'exprime aussi par la diversité des offres thérapeutiques. Pour que ces présupposés soient dépités, il faut qu'ils soient énonçables, qu'ils soient pris au sérieux et qu'ils fassent ainsi partie d'un processus d'éducation inclusif. La condition préalable nécessaire bien que n'étant pas en elle-même suffisante est celle d'un environnement linguistique familier et sûr, qui ne saurait, en général, être autre que celui de la langue d'origine.

Toutefois, comme l'ont montré Bourquin & Singy (2011)<sup>20</sup> pour le contexte des migrants face aux soins médicaux dans une langue étrangère, les préférences peuvent être inverties, et en fait le sont souvent en faveur d'une langue seconde, notamment comme stratégie d'évitement face au risque de la stigmatisation du porteur putatif de la maladie, risque très réel pour l'Ebola autant que pour

<sup>20</sup> [www.csr.atelierlausanne](http://www.csr.atelierlausanne), voir Communications.

le SIDA. Face à la diversité des causes de résistance et de réticence, les stratégies d'assouplissement qui peuvent mener à un dialogue sur pied d'égalité et vers la renégociation des présupposés et des comportements à adopter à leur suite sont donc un exemple des atouts d'un plurilinguisme qui suppose à son tour la prise en compte du multilinguisme ambiant comme étant non pas un obstacle, mais un atout d'une communication inclusive.

#### *Quatrième enjeu : la science à l'épreuve de la communication*

**...minimiser les perturbations sociales et économiques; et, en tant qu'objectif global, maintenir et instaurer la confiance du public envers les autorités de santé publique (OMS 2008, Objectifs 4-5)**

A supposer toutefois que la communication des savoirs sur l'Ebola, hypothéquée par les incertitudes qui continuent à les entourer, rate son but premier d'acceptation, elle risque, comme de nombreux exemples rapportés dans la presse internationale le montrent, de devenir elle-même suspecte et de donner lieu à des contre-discours qui, s'ils prennent le dessus au sein de populations autrement livrées aux conjectures, peuvent aller à l'encontre même du but premier de cette communication. Bien qu'étayée par l'évidence du laboratoire, celle-ci – et par extension la maladie elle-même en tant qu'objet de cette communication – se voit étiqueter de stratagème à la solde de pouvoirs qui à la limite sont rendus responsables d'une menace inconnue du temps des parents lorsque ces pouvoirs eux étaient aussi peu connus que la maladie – pouvoirs généralement associés au monde occidental dans le raisonnement local. Dès lors, le problème à résoudre, le mal à endiguer, est celui engendré par la campagne menée contre la maladie !

Comment se rassurer au vu des menaces pesant sur la communication qui, se greffant sur celles de la maladie, risquent d'encore aggraver ces dernières sans parler des dangers inhérents à toute rupture de communication avec ses conséquences potentiellement tragiques?

L'impact du message sur l'Ebola, au travers notamment des précautions à prendre, s'il est dans l'intérêt suprême de la société et donc de la population, n'est pas culturellement indifférent. C'est ce qui ressort du fait que ce sont ces mesures qui priment dans la *chanson Ebola* (voir note 5 ci-dessus) et qui font le poids dans les interviews adressées aux scientifiques par la presse<sup>21</sup>. En effet, cet impact se situe à la croisée de deux axes majeurs de l'ameublement de la conscience collective des groupes auxquels ils sont destinés en priorité: (i) la prérogative ancestrale par rapport aux interdits, alimentaires notamment, qui, outre leur attributs quasi-religieux, ont une forte incidence socioculturelle, affectant par conséquent l'ordre social des communautés ; (ii) les besoins de survie élémentaires de populations souvent appauvries, privées de l'accès libre aux ressources en protéines qui faisait partie des droits reconnus à tous et par tous au temps des parents. L'incidence du message destiné à réduire l'impact de la menace risque donc d'être ressentie par les populations qui le subissent comme une menace pesant sur le plan de croyances profondément ancrées dans la vie sociale et sur celui des moyens de résilience à l'encontre de l'érosion des ressources précaires encore à leur disposition. L'accueil généralement accommodant réservé à ces mesures, selon les témoignages, jusque dans des localités éloignées de l'Ouest montagneux, d'après les témoignages recueillis, est d'autant plus remarquable et mérite qu'on s'interroge sur ses raisons, tout en gardant la réserve nécessaire face aux apparences.

L'acceptation du message sur l'Ebola avec toutes ses conséquences est donc, du point de vue local, un pas de géant entraînant des exigences qui le mettent en contradiction avec ses propres présupposés gravés dans la conscience collective. Face à ce défi, la communication a besoin de

---

<sup>21</sup> Voir par exemple l'interview du prof. Inza Koné du CSRS dans l'inter no 4885 du 19 sept. 2014\_2014.

légitimité. Le philosophe allemand Habermas, souvent cité par les théoriciens du développement, a raison en l'exigeant comme condition de tout échange entre semblables, mais omet curieusement de la poser dans les termes des réalités du monde dans lequel il vit lui-même, en formulant ses hypothèses fort pertinentes comme si le monde entier ne parlait qu'une seule langue (l'allemand ou, à la limite, l'anglais), se dispensant de chercher à savoir comment dans un contexte multilingue et culturellement hétérogène, au travers de la diversité des langues et des conceptions du monde, une pré-entente peut naître qui serait, comme il le maintient, le préalable à toute validation, donc à tout consensus durable basé sur la confiance mutuelle. L'Ebola nous fournirait-il un éclaircissement à ce sujet ?

**Cela peut paraître étonnant que, au sein des sociétés qui fonctionnent sur la base de la communication orale, l'indigénisation de nouveaux concepts, idées et comportements ne se fassent pas de façon spontanée ni sous forme de dialogue, mais en suivant un protocole hautement *formalisé*. Le fait qu'il existe dans la langue autochtone une désignation décrivant un tel formalisme est un indice de son institutionnalisation, comme c'est le cas pour le *Kono* chez les Toura (à l'ouest de la Côte d'Ivoire). Le recours au *Kono* est la condition préalable pour permettre à un message innovateur présenté par un étranger d'être introduit dans l'agenda du discours local.**

T. Bearth dans *Nemslatter SSEA/SGAS (Société Suisse d'Etudes Africaines 2009/2. 12-13.*

À supposer même que la sensibilisation soit d'abord menée de façon inclusive dans les deux sens, social et thématique, évoqués ci-dessus, quelle garantie peut-on en dériver ? On ne peut pas intercepter au vol les sous-textes allant à contre-courant des messages officiels, sous-textes à résonance parfois idéologique et politique. Mais on peut éviter qu'ils monopolisent le discours local et y prennent le dessus, qu'ils acquièrent le rang de vérité consensuelle, de discours localement normatif, déterminant l'action et l'inaction, à condition de donner à temps des informations également crédibles et vérifiables *en langue locale*, informations, outre le fait de frapper les esprits par le son familier de la langue locale, mais répondent aux « questionnaires locaux », généralement oraux, parfois implicites, affublés de sous-entendement, et qui s'articulent sur des présupposés locaux. On a beau les traiter comme « préscientifiques » et donc a priori dépourvus de légitimité – ils gardent, face au discours normatif accessible indirectement par le déchiffrement des messages traduits, un avantage stratégique grâce d'une part aux ressources linguistiques qu'ils exploitent, qui sont celles reconnues par les habitants du lieu, et grâce à leur congruence cognitive avec la perception locale de l'origine des maux et de la façon de les gérer.

Il s'agit finalement comme les recherches LAGSUS l'ont montré, de s'assurer d'un *pacte communicationnel* qui est aussi la garantie recherchée de légitimité pour le message nouveau à apporter, à faire passer et, au terme de la procédure, à faire adopter. À noter que de telles procédures existent et sont encore couramment pratiquées ici et là; sous des noms faisant référence à des procédures connues de chacune et chacun, tels que le *Kono* des Toura et le *Forobà* des Dioula en terre rurale (Ki Zerbo 2004). Les adopter signifie (i) qu'on respecte la répartition des prérogatives de la parole selon l'ordre préexistant reconnu dans la localité, (ii) que le droit à la parole donne a priori au message à délivrer une légitimité locale qu'il n'a pas en dehors de ce cadre, et (iii) qu'il déclenche un processus de réflexion dont on peut

raisonnablement espérer qu'il résultera dans l'adoption de son contenu sous le regard et avec l'approbation des autorités traditionnelles.<sup>22</sup>

La science se voit ainsi mise à l'épreuve de la communication. Il s'agit de savoir si elle ne sait répondre qu'aux questions qui intéressent surtout les scientifiques (et les intéressent généralement pour de bonnes raisons), ou si elle est apte à faire le lien entre ce discours scientifique, les analyses locales et les questions qui se greffent sur ces analyses qu'il s'agit de ne pas écarter d'un revers de main, tels que celles qui concernent l'origine des messages, la nature de la menace etc., et si elle est assez sûre d'elle-même pour accepter le partage stratégique de l'espace public.

**Problématiques transversales: la relation entre savoirs savants et savoirs quotidiens, et le rôle essentiel du langage dans le passage de l'un à l'autre; à cela s'ajoutent des savoirs d'expertise et d'expérience.**

L. Gajo<sup>23</sup>

On observe, comme le prédit la théorie de la durabilité communicationnelle, une dualité de discours sur Ebola, l'un officiel, l'autre local, les deux répartis de façon inégale sur les univers de locution représentés par les « langues ». Au-delà de ces discours eux-mêmes, il y a la perception mutuelle de ces discours – on parle alors de « représentations » – qui, par un déni de légitimité vis-à-vis du second, peut mener à un véritable blocus de la communication, lorsque par exemple le discours local est perçu comme évidence d'un refus, d'une contestation, d'une attitude négationniste, plutôt que d'être mis d'abord, comme nous l'avons proposé ailleurs (Bearth et al. 2014, ch. 3.2) et comme l'affirme l'OMS, sur le compte d'un besoin d'information non saturé, d'un déficit à combler. Les questions, n'étant pas entendues, et surtout n'étant pas prises pour de vraies questions ne reçoivent donc pas de réponses crédibles et étayées autant que possible par des faits que chacun peut vérifier. Le vide est alors générateur de « discours parallèles » (Bearth 2000) par une sorte de loi naturelle, dont les effets ne sont pas moins prévisibles que ceux d'une maladie contagieuse lorsque les mesures de protection ne sont pas appliquées.

**Problématique transversale : la notion de représentation sociale, dont la dimension discursive est fondamentale**

L. Gajo

Les psychoses, gros mot de l'affaire « Ebola » ? Si l'on ne sait pas toujours ce que cela veut dire, on sait cependant qu'elles ont besoin de rumeurs pour se maintenir. Comment le paysan non alphabétisé et non « connecté », peut-il distinguer ce qui est rumeur de ce qui peut compter comme fait avéré, alors que nous autres citoyens journalièrement éclairés par www, sommes en mal de certitudes par rapport à bien des points essentiels qui laissent une certaine latitude aux croyances (poids relatif des vecteurs à prendre en compte dans l'étiologie de la maladie, chances et voies de guérison, perspectives de découverte d'un vaccin)? Pour distinguer rumeurs et faits, le paysan dont nous parlons dépend de l'oui-dire et n'a au départ aucun critère qui lui permette de se confier à telle source plutôt qu'à telle autre. C'est pourquoi, les discours locaux sur les arguments avancés en faveur de tel ou tel comportement dans les langues locales par les formules de citation, articulent une prise en charge limitée de ce qui est dit par l'énonciateur : *u ko* « on dit que... » en dioula, *wo wu wo* en toura. Ces formules, qui renvoient à ce que les linguistes appellent le mode « évidentiel » (une référence au degré de fiabilité attribuée à l'énoncé par le locuteur), trahissent le fait fondamental de la dépendance communicationnelle, le fait d'être à la merci de ce

<sup>22</sup> Pour une étude détaillée du Kono, voir Joseph Baya (à paraître). Le Kono des Toura – institution démocratique en milieu traditionnel mandé, *Revue des Sciences Sociales*. Abidjan : PASRES.

<sup>23</sup> Laurent Gajo est directeur de l'Institut de Langue et Civilisation Française à l'Université de Genève. Il s'est intéressé de près à nos projets est m'a donné son feedback à une première mouture de la présente circulaire.

qu'on entend ou de qu'on vient dire aux gens. En effet, la condition de l'Afrique rurale, grosso modo, est celle de l'exiguïté des moyens de survie – la pauvreté comme absence d'alternatives et d'options – et la dépendance communicationnelle. L'alternative qui reste est de se forger une opinion en puisant dans la mémoire collective, comme l'ont montré les chercheurs du NCCR à propos des enjeux écologiques<sup>24</sup> (Galvin et Haller 2008), antécédents qui, remontant parfois très loin (jusque dans l'histoire coloniale), ne sont pas toujours fait pour le rassurer sur le but d'une intervention présente, fut-elle déclarée nécessaire pour son bien.

**Pour que la communication et la fonction générale de gestion des situations d'urgence que la communication appuie soient efficaces, il est essentiel de comprendre la façon dont le public perçoit les risques, les envisage et s'en préoccupe. Sans comprendre comment les gens comprennent et perçoivent un risque et quelles sont leurs pratiques et leurs croyances, les décisions et les changements de comportement nécessaires pour protéger la santé pourraient ne pas survenir et les perturbations économiques et sociétales pourraient alors être plus graves.**  
OMS (2008)

En résumé, on ne peut ignorer que, sans que soient données des réponses convaincantes à des questions qui ne sont souvent exprimées nulle part ailleurs que dans l'espace de la « caisse sonore » délimité précisément par la portée de l'idiome dominant du terroir, la communication reste déficiente et devient de ce fait elle-même un risque qui diminue les chances d'une maîtrise du problème d'origine – la diffusion épidémique d'une maladie – et peut donner lieu à des réactions dépassant le cadre contrôlé par les règles de l'interaction verbale. Nous nous faisons ainsi l'écho de la synthèse proposée par les experts de l'OMS sur « outbreak communication » qui conviennent, nous semble-t-il, au problème actuel, à condition d'être pratiquées dans le respect de la légitimité accordé à la diversité linguistique et culturelle et les interpellations qui en découlent vis-à-vis des savoirs établis.<sup>25</sup>

### **Le défi à relever**

Cerner ces enjeux, découvrir les approches prometteuses qu'ils recèlent, voire des solutions originales au défi communicationnel qui pourront être proposés par les participants et notamment par les personnes-ressources, locuteurs des langues représentées à l'atelier, sera un des buts majeurs de ce dernier. Même si, ce qui est à prévoir, toutes les réponses ne pourront être données en un temps limité, il s'agit, plus encore, d'appréhender une méthodologie simple mais à plusieurs facettes, et de commencer à la pratiquer, si ce n'est que sur deux ou trois échantillons offerts à chacun et chacune, reflétant le cadre de ses engagements sur le terrain. La participation des spécialistes des domaines médico-social et/ou épidémiologique, si possible avec une expérience des terrains en question et, idéalement, de l'une au moins des langues courantes, sera essentielle pour ne pas se tromper de sujet et, positivement, pour la validation de ce qui est validable (comme nous l'avons pratiqué dans la communication agricole). Cette caution transdisciplinaire concernera en particulier la manière de communiquer non pas les savoirs, mais les non-savoirs (ou savoirs en quête d'élaboration) – défi communicationnel le plus exceptionnel dans le contexte de l'Ebola.

Au-delà de la transmission autorisée des savoirs pertinents par la voix des experts et des règles de comportement en vigueur, l'objectif à viser est la reconstruction de ces savoirs au sein des communautés elles-mêmes, dont le rôle passera ainsi de celui de récepteurs d'un message qui les

<sup>24</sup> Galvin, Marc & Tobias Haller (eds.). 2008. *People, Protected Areas and Global Change. Participatory Conservation in Latin America, Africa, Asia and Europe.* (= Perspectives of the Swiss National Centre of Competence in Research (NCCR) North-South, University of Bern, vol. 3. Berne: Geographica Bernensia. <http://www.north-south.unibe.ch>.

<sup>25</sup> OMS (2005), p. 18ss. Voir aussi la note 16 ci-dessus.

aura inévitablement surpris à contre-pied, vers celui de producteurs de savoirs stabilisés<sup>26</sup>, argumentés, capables de les soutenir en face des interpellations survenant au fur et à mesure de leur milieu d’application, sans, bien entendu, devenir pour autant des « médecins » ou des « guérisseurs ». La relocalisation de la source de savoirs authentifiés au sein de la communauté réceptrice<sup>27</sup>, est la réponse stratégique et durable au discours antagoniste illustré par la question quelque peu frondeuse, mais après tout pas si illégitime, sur la consommation de la viande de brousse citée d’entrée en matière.

Le défi de l’atelier sera de savoir quelle forme devra prendre l’information sur l’Ebola pour qu’elle ne soit pas seulement comprise, mais devienne la source d’un engagement volontaire et logique, dérivable des savoirs que chacun – ou chaque communauté – aura intériorisé pour son compte.

### Au-delà d’Ebola : retombées escomptées

**La problématique de fond demeure et bénéficiera du zoom placé sur l’actualité ‘Ebola’.** L. Gajo

Le fait d’étendre le thème de l’atelier sur la problématique que nous venons d’esquisser ne nous distrait aucunement du but à plus long terme ni de la soumission au FNS concernant la reconstruction des savoirs agricoles dans les communautés locales au travers des langues locales. Les trois ou quatre groupes linguistiques « privilégiés » en l’occurrence par leur situation géographique très exposée face à une menace grave, pour participer à l’exercice envisagé, le sont au vu de leur vulnérabilité, mais aussi en vue de leur vocation de servir de pare-feu face aux risques liés à l’expansion par voie terrestre de ce qui a l’air et la réputation d’une peste du 21<sup>e</sup> siècle. En nous tournant résolument, mais non sans avoir pris la mesure des enjeux, dans le cadre de partenariats amorcés grâce aux projets ivoiro-suisse de 2012-2013, vers cette « actualité ‘Ebola’ », nous espérons démontrer *comment* les connaissances relatives à un domaine, qu’il s’agisse du médico-sanitaire ou de l’agronomie, sont contextualisées dans les langues et de quelle manière les populations en profiteraient. En traçant les pistes d’une collaboration au travers des disciplines et des engagements sur le plan de la valorisation des langues, pour un domaine différent, mais proche par ses enjeux – il s’agit des mêmes populations, de leur survie et de leur avenir – nous créerons ainsi une base rationnelle pour une contribution dans les domaines les plus divers.

.....

### AGENDA (THÈMES)

1. Participants : linguistes-chercheurs, spécialistes et locuteurs-témoins des langues de l’Ouest montagnoux (linguistique, alphabétisation., santé).
2. Elaboration d’un « vocabulaire d’Ebola » dans les langues frontalières de l’ouest : Yacouba (Dan-Ouest, Dan-Est), Toura, Wobé (Wê-Nord), Dioula.
3. Désignations, connotations, accès méthodologique du lexique dans les langues.
4. Répertoires terminologiques. Stabilisation des savoirs. À commencer par l’anatomie (sic !). But : intercommunicabilité des termes médicaux et socio-communicatifs pertinents.
5. Pragmatique. L’efficacité de la protection restera liée aux changements de comportement. Dans la mesure où il s’agit de changements affectant la communication quotidienne dans son fonds social, l’enjeu est de savoir comment combler le vide et éviter les ruptures. Il

---

<sup>26</sup> Pour l’importance des terminologies, voir l’esquisse de programme ci-dessous.

<sup>27</sup> Formulée dans Bearth (2000) comme condition de la durabilité tout court.

s’agira autant de constater les stratégies de substitution spontanément déployées (inclination de la tête etc.) que de faire des propositions au travers de l’atelier.

6. Concours des énoncés-vedettes pouvant servir de modèles (proverbes, narratifs, anecdotes, sans exclure les ressources artistiques, illustrées par la chanson Stop Ebola).
7. Complémentarité des supports de communication, image – légende. (Les images diffusées par l’OMS sont éloquentes, mais parfois peu adaptées à la culture, avec en conséquence un moindre effet d’identification.) Il ne faut pas oublier que ni les images scéniques ni les icônes ne sont auto-explicatives, comme l’a bien montré Henry Tourneux (CNRS).
8. Genres et modes de présentation d’éventuelles publications.
9. Plages susceptibles d’être complétées ou modifiées rapidement. Supports visuels. Autres modes de vulgarisation à proposer ?
10. Rappel : Les éventuelles publications (brochures, dépliants etc.) doivent être homologuées par les autorités chargées par le gouvernement de la gestion de l’agenda.

### Programme-cadre (à préciser)

Arrivée, 5 octobre, au soir	Repas du soir sur demande	
6 octobre, 8h00	Introduction	
8h30-9h30	Problématiques communicationnelles	Tour de table, suivi d’exposés
9h30-10h30	Objectifs de l’atelier et procédures	
Pause café		
11h00	Expériences et analyses	Exposés 10+5 min.
12h00 Pause de midi		
13h30	Terminologies	Ateliers par langues Rapports-synthèses
Soirée	Termes et textes : Tests de compréhension	
7 octobre, 8-9h	Communication pour la santé	Principes et risques
9-10h	Communication sur l’Ebola	Identification des risques
10-10h30	Pause café	
10.30h-11h45	Stratégies à l’épreuve	Ateliers par langue
11h45-12h30	Synthèse stratégies	
14h00	Production matériel : supports images, oral, visuel, artistique.	
15h00	Concours : esquisses de matériel écrit, visuel, oral, artistique	
16h00	Évaluation des esquisses	
16h30	Personnes-ressources : retour	
16h30	Thème : méthodes d’enquête en contexte multilingue	
18h30	Repas du soir	
19h30	Discussion : thème à indiquer	
8 octobre	Conclusion, Rapports, Prospection	Suite à donner
8 octobre, avant midi	Départ chercheurs	

Prise en charge des déplacements et de l’hébergement.

MERCI de votre patience. Remarques et suggestions : [thomas.bearth@flashcable.ch](mailto:thomas.bearth@flashcable.ch)

Mobile :01'10'58'14.